

A table



De la sécurité alimentaire à la Solidarité alimentaire

Dans le contexte que nous connaissons de coupures gouvernementales annoncées et des impacts que cela pourra avoir sur nos usagers, le présent bulletin apporte des perspectives de mobilisation renouvelée. Inspiré de nos travaux et de ceux de nos partenaires, nos articles font état des réflexions et analyses sur l'évolution du contexte alimentaire, des politiques souhaitées en la matière et des pratiques communautaires qui s'élaborent.

Ainsi, dans un premier temps, nous introduisons un nouveau concept la « solidarité alimentaire » mieux à même de refléter le réel travail des groupes communautaires qui oeuvrent dans le domaine. Ce concept a également l'avantage de cibler des objectifs plus mobilisateur à notre travail collectif et d'offrir des perspectives plus citoyennes.

Dans un second temps, nous faisons état des travaux et des perspectives de la *Table des écoliers* pour développer à travers tout le Québec des cantines scolaires pour répondre d'abord aux besoins des enfants des familles les plus pauvres et, par la suite, pour améliorer l'alimentation de tous les écoliers du Québec.

Nous poursuivons avec le résultat en-

courageant obtenu durant la campagne électorale municipale alors que trois des quatre principaux partis en lice se sont formellement engagés à promouvoir nos propositions prioritaires en matière de développement d'un *Système alimentaire montréalais durable et équitable (SAM)*. Nous pouvons ainsi compter sur la majorité des conseillers municipaux à l'Hôtel de ville dont leur parti a signé publiquement cette entente.

L'article suivant reflète le compte rendu de la conférence donnée par Marcel Mazoyer, agronome français de renommée mondiale, qui nous a brossé une analyse percutante sur les tenants et aboutissants du système alimentaire mondial, responsable de la faim d'un milliard de personnes sur la planète. Un article à lire, à relire et à conserver.

Suit une entrevue avec Zachary Rhissa, directeur général de *Banques alimentaires du Québec* qui nous offre un dur tableau de l'aide alimentaire et des causes de ses difficultés actuelles.

L'article qui suit nous donne des nouvelles de *Faim et développement social du Québec*, évoquant d'abord son assemblée générale de fondation, les grandes

lignes de son plan d'action et, notamment, du cadre de financement des diverses interventions en SA qu'il compte élaborer avec l'aide de ses membres.

La dernière page du bulletin fait état de l'offre de formation de la *Table*. Ce bulletin se termine par une bonne nouvelle : la *Table* a retrouvé son site Internet. Encore sur une forme à parfaire grandement, il nous permet tout de même d'avoir accès à des documents importants publiés au fil des ans par la *Table*.

≈ Au menu ≈

| | |
|--|----|
| * De la sécurité alimentaire à la solidarité alimentaire» | 2 |
| * Enjeux et perspective de la Mesure alimentaire en milieu scolaire..... | 7 |
| * Les partis municipaux et la solidarité alimentaire..... | 11 |
| * L'agriculture, talon d'Achille de la mondialisation, Marcel Mazoyer..... | 13 |
| * La rationalisation des comptoirs alimentaires..... | 17 |
| * Des nouvelles de FDSQ..... | 20 |
| * Offre de service de formation..... | 21 |
| * La Table a un nouveau site Internet... | 21 |
| * Formulaire d'adhésion..... | 21 |

De la sécurité alimentaire à la solidarité alimentaire

par Jean-Paul Faniel

1. La faim et la malnutrition, une réalité bien de chez nous

On sait que 31% des montréalais sont pauvres. On parle évidemment ici des 21% de personnes sur la *Sécurité du revenu*, mais également d'un nombre grandissant de travailleurs à faible revenu qui peinent à rejoindre les deux bouts avec leur emploi précaire (43% des travailleurs montréalais reçoivent un salaire se situant sous le seuil de faible revenu). Il ne s'agit donc pas d'une population marginale quand on fait ainsi référence à presque un montréalais sur trois.

Cela a évidemment des impacts sur leur alimentation et aussi sur leur santé. On se rappelle en effet qu'entre 2001 et 2011, le panier alimentaire a augmenté de 30% et que, durant la même période, le revenu moyen n'a cru lui que de 10%. On mesure là la perte de pouvoir d'achat alimentaire de la majorité de la population, mais surtout des plus pauvres d'entre nous. Face aux dépenses incompressibles des loyers en hausse, de l'électricité, du téléphone et du transport eux aussi en hausse, c'est sur l'alimentation que ces gens coupent, se nourrissant chichement de produits bourratifs, avec

pour conséquence une augmentation importante des cas de diabète, d'obésité, de maladie cardio-vasculaire, de maladies des reins et du foie, etc.

Mais comment les gens touchés par cette situation en arrivent-ils là ? Il y a bien sûr les causes économiques et politiques structurelles. La recherche effrénée du profit individuel au détriment du bien commun en est une cause. Le libre-échange qui en résulte actuellement et qui caractérise le nouvel ordre mondial a ainsi provoqué, en plus des hausses alimentaires, des coupes sombres dans les emplois permanents, avec son lot de délocalisation vers les pays émergents.

Or, ces emplois manufacturiers sont justement ceux qui étaient occupés par des travailleurs à revenu modeste. Se retrouvant soudain chômeurs, leur revenu chute alors drastiquement et ils rejoignent alors la cohorte déjà importante des assistés sociaux et des personnes âgées à faible revenu.

2. Les trajectoires vers la pauvreté et la faim

On le voit, bien que les trajectoires vers la pauvreté soient multiples, nous pouvons cependant les caractériser en deux

grands courants. Il y a d'abord ceux qui, suite à un changement brusque dans leur vie, ont perdu leurs points de repère et leur environnement social et se retrouvent soudain isolés et sans le sou. On parle ici par exemple des réfugiés, des immigrants, des gens perdant brusquement leur emploi, des chômeurs n'ayant pas ou plus droit à l'assurance emploi, des gens vivant une séparation ou un deuil de leur conjoint, etc. Du jour au lendemain, ces personnes perdent leur tissu social habituel et, désemparées, s'appauvrissent rapidement, après avoir épuisés leurs maigres économies.

Il y a également ceux qui naissent dans un milieu dont les parents ont subi de graves échecs à répétition (enfance difficile, échecs scolaires, pertes d'emploi successifs, difficultés de couple, séparations, famille monoparentale, etc) et qui, après avoir essayé plusieurs solutions sans succès (retour aux études, recherche d'emplois, etc), se sentent impuissants à changer leur situation. Pour ces gens, tout nouvel échec confirme de leur impuissance à changer les choses et ils peinent à relever de nouveaux défis, convaincus qu'ils sont condamnés à l'échec. Certains se réfugient dans l'alcool ou la drogue accentuant ainsi leurs problèmes alors qu'ils cherchent en fait à les fuir.

Rappelons-le, quand près d'un tiers d'une population vit ainsi, on peut parler d'un problème de société et même d'un problème structurel. Il faut en conséquence faire porter nos efforts non pas à gérer ce problème, mais réellement à le contrer. C'est ce à quoi plusieurs de nos organismes se sont attelés en proposant des solutions concrètes à ce problème collectif, conscients cependant qu'ils ne peuvent, seuls, venir à



bout de ce cancer sociétal. C'est ce à quoi également s'emploie la *Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain* en soutenant ses organismes membres dans ce chantier collectif.

3. Le droit à une saine alimentation pour tous

Pour nous guider dans ce travail, nous nous basons sur un principe fondateur, le droit à une saine alimentation pour tous. Soulignons que ce droit est reconnu par l'*Organisation des nations unies (ONU)* comme étant le droit d'«avoir un revenu suffisant pour se nourrir et nourrir sa famille» et non pas celui d'être nourri. Rappelons également que le Canada est partie prenante de ce droit qu'il a signé à maintes reprises lors du *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, à la *Convention pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes* et à la *Convention relative aux droits de l'enfant*. À cet égard, il est tenu « de respecter, protéger et mettre en œuvre ce droit à l'alimentation ». Malheureusement, le dernier rapport de 2012 du *Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation* a dénoncé le manque de volonté du Canada à respecter ses obligations en la matière et il recommande notamment que ce dernier et les autres paliers gouvernementaux canadiens se dotent d'une politique de l'alimentation appliquant concrètement ce droit.

La *Table sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain* et ses membres ont justement travaillé à l'élaboration d'une telle politique au niveau national et municipal et les ont présentés aux instances concernées.

4. L'origine de la sécurité alimentaire

(d'après le texte de Guy Paiement, octobre 2012)

Les autorités nationales du Québec ont traduit ce droit dans leurs politiques comme celui de la sécurité alimentaire et, dès 1996, par leurs programmes de financement et leurs études, on imposé ce vocable aux organismes communautaires impliqués dans ce domaine.

Or, ce concept trouve ses origines dans

un tout autre contexte, soit celui des nations et non des individus. En effet, on le retrouve tout d'abord en 1974 lors de la *Conférence mondiale sur la nourriture*. On s'en sert alors pour décrire la faillite des récoltes céréalières en Russie et la crainte généralisée que cela entraîne le système alimentaire mondial dans une spirale dont on perdrait le contrôle. La sécurité alimentaire consistait alors en une aide internationale pour constituer des stocks de nourriture auxquels les pays auraient accès en cas de disette ou de famine. Il s'agissait alors clairement de la sécurité alimentaire des pays, avec tout l'aspect politique que cela comportait.

La mainmise de la *Banque mondiale* et de sa philosophie de libre marché sur l'aide internationale transforma le concept de sécurité alimentaire en un moyen de brader la souveraineté alimentaire des pays au profit des transnationales de l'alimentation qui, elles, pouvaient assurer le bien être de ces populations. On passait ainsi de la sécurité alimentaire des pays à celle de leur population. Cette approche servit notamment à recoloniser l'Afrique. Ainsi, la famine de 1994-95 en Afrique servit de déclencheur pour personnaliser encore plus le terme de sécurité alimentaire en identifiant différents types de famille se débrouillant différemment pour faire face aux disettes et aux famines avec des types d'aide différenciés selon le cas.

L'importation du concept au Québec en 1992, lors du colloque de l'*Association canadienne de la Journée mondiale de l'alimentation*, acheva d'en individualiser la compréhension. Ainsi, en 1996, l'*Ordre des diététistes du Québec* fit sien ce concept en y ajoutant l'information alimentaire « qui permet des choix alimentaires éclairés » et qui contribue à une plus grande « qualité nutritionnelle du régime alimentaire ». Cette



approche individualisante s'implanta massivement dans le milieu communautaire concerné à travers le vocabulaire des programmes gouvernementaux de financement de la *Direction de la Santé publique de Montréal* et bientôt on vit apparaître son corollaire, l'insécurité alimentaire, qui y ajouta une connotation psychologique.

5. De l'usage de la sécurité alimentaire comme objectif

Dorénavant, l'objectif était de combattre l'insécurité alimentaire, afin que les « bénéficiaires » ne se sentent plus angoissés par les fins de mois et le frigo vide. Peu importait alors, à la limite, l'absorption de produits bourratifs et leurs impacts négatifs sur la santé. L'objectif de la sécurité alimentaire, au-delà du discours lénifiant, visait en fait la survie des personnes appauvries et non leur saine alimentation. Le paradoxe du *Ministère de la santé et des services sociaux* devenait évident. Lui qui dénonçait dans ses rapports cette malnutrition, en soulignant l'obésité galopante de la population, la pandémie de Diabète de type 2 conséquente et les maladies cardiaques en croissance, ne pouvait continuer à viser la simple sécurité alimentaire. Aussi, en 2013, dans le contexte de l'élaboration d'un *Système alimentaire montréalais durable et équitable (SAM)*, les différents acteurs sociaux majeurs du milieu concernés par l'alimentation (y compris la *DSP*, la

Ville de Montréal, etc) se sont-ils entendus autour d'un principe directeur du SAM, soit le droit à une saine alimentation pour tous.

6. La solidarité alimentaire, le reflet de nos objectifs et de notre travail

De notre côté, le concept de sécurité alimentaire ne nous convenait pas. Bien que nous l'utilisions pour nous faire comprendre de tous ceux qui l'employaient, le concept ne nous plaisait pas. La sécurité alimentaire était, et est toujours, interprétée par une partie importante de la société comme une référence à la salubrité alimentaire. Nous préférons nous donner comme objectif « la reprise de pouvoir (empowerment) sur son alimentation dans une perspective de développement social des personnes et de leur milieu ». Cette terminologie nous apparaissait redonner à nos pratiques une perspective sociale et politique qui leur faisait défaut dans le concept de sécurité alimentaire. D'ailleurs, l'ajout même, en 1992, des termes «développement social» à notre nom initial de « *Table de concertation sur la faim* » reflète bien cette préoccupation de mieux traduire la perspective que nous proposons pour contrer la faim à Montréal.

Cependant, le développement social demeure un concept large, utilisé dans plusieurs domaines d'interventions. Il

ne reflétait pas spécifiquement le travail et les objectifs qui motivent et que poursuivent nos membres et notre *Table de concertation*. Jusqu'à ce que nous comprenions les termes qui traduisent le mieux, les valeurs qui inspirent tous nos membres, et les pratiques qui nous mobilisent tous. Ces termes, ce sont la «solidarité alimentaire». Bien qu'ils se déclinent différemment selon chacune de nos interventions, ces termes nous rassemblent tous autour d'une sensibilité commune. Ce sont les termes qui reflètent le mieux nos convergences, malgré des approches souvent différentes. Et c'est un signe de maturité politique de le reconnaître et de les employer.

7. La solidarité alimentaire de base, la main qui donne à celle qui reçoit

Le don alimentaire est la première forme de solidarité alimentaire. Il fait appel à une valeur importante dans une société aussi riche que la nôtre, la compassion. Il vise justement à aider momentanément une ou des personnes dont le revenu est trop faible et qui n'arrivent plus à se nourrir et à nourrir leur famille convenablement. Bien que nécessaire dans l'état actuel des maigres couvertures sociales de l'État, il comporte cependant deux défis qu'il faut surmonter.

Le premier est l'approvisionnement en produits santé. Le don de nourriture est

en effet tributaire des invendus des transformateurs et des distributeurs alimentaires. Or, depuis quelques temps, on observe une diminution importante de leurs transferts aux banques alimentaires. C'est que, grâce aux codes-barres implantés il y a quelques années, les entreprises alimentaires gèrent maintenant beaucoup mieux leurs stocks. Il y a moins de surplus, moins de lots non conformes ou mal étiquetés. Bref, les banques alimentaires reçoivent de moins en moins de nourriture à donner.

Pour contrer ce phénomène structurel, les banques alimentaires font de plus en plus directement appel aux producteurs alimentaires pour des dons de nourriture fraîche et, à travers une collaboration avec les distributeurs, à leurs usagers pour des dons en argent. Cela leur permet de recevoir, d'acheter et de distribuer des produits qui améliorent la qualité d'une part de leurs dons.

Le second défi du don alimentaire à relever est relié à son impact sur les personnes aidées. En effet, aussi nécessaire soit-il pour aider les gens à survivre et ne pas les laisser dans la misère, le don alimentaire, dans sa plus simple expression, laisse toutefois la personne seule, de retour chez elle, pour affronter la situation qui l'a menée à cette extrémité. L'isolement lourd et pesant devant tous ses problèmes de survie demeure le même qu'avant. La détresse reste là, inchangée. Et, de dépannage en dépannage, la personne ne voit pas la lumière au bout du tunnel. De plus, cette aide directe, si elle se prolonge dans la vie d'un individu, a tendance à le confirmer dans son impuissance à solutionner des problèmes aussi élémentaire que sa survie.

Une variante du don alimentaire, les Magasins Partage, qui interviennent 2 fois l'an à la rentrée scolaire et à Noël, s'intéressent plus particulièrement à préserver la dignité des personnes aidées en leur proposant de choisir leurs denrées et en leur demandant de contribuer minimalement à l'achat collectif de denrées fraîches. Enfin, une autre forme de don alimentaire, les Soupers communautaires, sortent occasionnellement les gens de leur isolement et con-



tribuent à reconstruire un tant soit peu le tissu social souvent limité de ces personnes. Ils ne leur redonnent pas pour autant l'estime d'eux-mêmes, à moins de les inviter à faire du bénévolat.



Bref, au lieu de combattre réellement la pauvreté, le don alimentaire, à la longue, a tendance à la gérer. C'est pourquoi la simple sécurité alimentaire ne peut être un objectif de société. Elle ne crée pas une société plus en santé, ni plus égalitaire ou plus équitable. Cela ne veut pas dire qu'il faille abolir le don alimentaire, mais plutôt qu'il comporte ses limites et qu'il nous faut faire plus si nous voulons aider les gens à s'en sortir.

8. La solidarité alimentaire de coopération, les mains qui construisent ensemble

La seconde forme de solidarité alimentaire est la coopération alimentaire. Inspirée de la conscience d'intérêts communs existant entre les citoyens d'une même communauté, elle consiste à regrouper ces gens autour de *Réseaux citoyen d'économie et d'entraide*. Elle peut prendre plusieurs formes. Certains comme les cuisines collectives, les groupes d'achats coopératifs et les jardins collectifs, en plus de faire économiser les participants par les achats ou le travail collectifs qu'ils occasionnent, leur permettent d'assumer des responsabilités nouvelles, de reprendre ainsi confiance dans leur capacité à changer leur vie et de développer autour d'eux un réseau de personnes solidaires les uns des autres qui se reconnaissent un intérêt à s'aider mutuellement.

Une autre formule de coopération alimentaire s'est développée autour de fer-

mes écologiques. Principalement organisé pour que les consommateurs soutiennent les producteurs biologiques, l'Agriculture soutenue par la communauté offre des paniers constitués essentiellement des produits cultivés sur une ferme. Tributaire des coûts plus élevés de la production biologique, cette formule ne prétend cependant pas s'adresser aux citoyens les plus pauvres.

D'autres approches dans le domaine se sont développées depuis qui proposent aux participants des formes variables d'achats collectifs. Bonne boîte, bonne bouffe en est un exemple connu qui vend à ses adhérents trois grosseurs de panier de fruits et légumes. Les épiceries communautaires ou solidaires et les coopératives d'alimentation reproduisent quand à elles le mode de distribution alimentaire traditionnel, à ceci près que les clients sont également membres de l'organisme. En fait, ces offres alimentaires constituent des réseaux d'économie.

Comme on le voit, dans les approche de coopération, la ligne de démarcation, au-delà des types de fonctionnement plus ou moins lourd, se situe souvent entre les groupes qui offrent à leurs clients un simple service permettant d'économiser sur leurs achats de denrées et ceux qui partent de cette forme de solidarité économique pour aller plus loin et permettre à leurs membres de se constituer en Réseaux citoyens d'économie et d'entraide.

Mettons cependant les choses au clair. Il ne s'agit pas ici de considérer une approche meilleure qu'une autre, mais de les évaluer en fonction du but recherché. Chaque approche répond à un but et chaque but a sa légitimité. Ainsi, si nous cherchons à aider les personnes affectées à survivre malgré leur faible revenu, l'aide alimentaire est toute désignée. Mais si nous voulons dépasser cet état des choses et soutenir les personnes dans une démarche collective leur permettant de reprendre confiance dans leur capacité à changer leur situation, d'autres formules sont alors plus appropriées, comme les cuisines collectives, les groupes d'achats coopératifs et les jardins collectifs.

9. La solidarité alimentaire sociétale, le droit à une saine alimentation pour tous

La troisième forme de solidarité alimentaire aborde la question d'un point de vue plus sociétal. Comprenant que le problème de la faim et de la malnutrition n'est pas qu'un problème d'individus mais qu'il découle d'un système social et politique qui appauvrit de plus en plus de citoyens de la classe moyenne et crée d'avantage d'exclus au profit d'une minorité qui s'enrichit de façon exponentielle (le 1% vs le 99%), les citoyens et les organismes qui développent cette forme de solidarité alimentaire cherchent des solutions qui impliquent des transformations structurelles concernant toute la société.

Ainsi, se référant à la définition onusienne du droit à l'alimentation qui consiste en un « droit à jouir d'un revenu suffisant pour se nourrir et nourrir sa famille », ces groupes et citoyens feront la promotion d'une augmentation marquée du revenu minimum pour les gens sur la sécurité du revenu et pour les pensionnés et d'une hausse décente du salaire minimum permettant aux gens de sortir de la pauvreté.

Considérant que nous sommes un des rares pays occidentaux à ne pas investir dans l'alimentation de ses écoliers pour favoriser leur apprentissage et leur réussite scolaires, ils exigeront le développement d'un réseau de cantines scolaires dans toutes les écoles du Québec avec prix différenciés selon le revenu familial.

Enfin, prenant acte que les hausses sans cesse des prix alimentaires et les crises alimentaires mondiales découlent d'un système de production, de transformation et de distribution alimentaires au main d'une poignée de grandes compagnies internationales qui font la loi et spéculent sur ces denrées essentielles au détriment de la grande majorité des populations dans le monde et chez nous également, ces groupes et citoyens considéreront que les aliments, avant d'être un bien commercial, sont d'abord un besoin essentiel et qu'ils devraient être considérés et traités comme tels.

En conséquence, ces citoyens et organismes viseront à rapatrier le pouvoir politique de nos pays en matière d'alimentation bradé par les traités de libre échange et à soustraire à la juridiction de l'OMC toute production agricole nationale à des fins de consommation domestique. En pareil cas, l'OMC garderait juridiction sur les transactions alimentaires internationales.

Pour y arriver, les promoteurs de cette solidarité alimentaire sociétale se regrouperont au niveau national et international pour faire aboutir cette transformation structurelle de notre système d'alimentation, comme nous le faisons actuellement avec *Faim et développement social du Québec* et la *Coalition pour la souveraineté alimentaire*.

10. La solidarité alimentaire, un parcours de conscientisation et de reprise de pouvoir

Ces trois niveaux d'intervention regroupés autour du concept de solidarité alimentaire, ne se contredisent pas pour autant, mais, bien compris, se complètent entre eux. Ils exigent cependant pour passer d'un à l'autre une élévation du niveau de conscience sociale.

Ainsi, le don alimentaire est l'expression spontanée et traditionnelle d'une solidarité de base, reflet d'une saine sensibilité individuelle à la misère et d'une indignation légitime face à l'inacceptable. Organisée collectivement, comme la *Guignolée* annuelle ou régulièrement par les banques alimentaires et les différents groupes donateurs, la solidarité alimentaire de compassion est le symptôme d'une société qui se veut généreuse envers les « démunis », mais dont la conscience sociale est trop souvent limitée à concevoir la pauvreté comme une malchance touchant essentiellement des individus, même en grand nombre. Cette approche ne fait pas appel au potentiel de ces individus, ni à leurs capacités de se prendre en main. C'est essentiellement la main qui donne qui est toujours perçue au dessus de celle qui reçoit.

La coopération alimentaire se situe à un niveau supérieur de la solidarité alimentaire, en termes de conscience sociale. Basée sur une valeur de solidarité plus collective, elle est le fait de citoyens se sentant interpellés par la pauvreté de leurs concitoyens et qui, se concentrant sur leurs potentiels plutôt que sur les problèmes qui les ont amenés à cette situation, font appel à leur résilience pour construire ensemble une solution locale et immédiate leur permettant de reprendre du pouvoir sur leur alimentation et sur leur vie.

Confiante dans la force collective à viser une vie meilleure pour les plus pauvres d'entre eux, mais aussi pour les gens désirant gérer collectivement leur alimentation, les groupes carburant à la coopération alimentaire mettent sur pied des dynamiques reposant sur l'apport de chacun. Chez eux, pas question de bénéficiaires. On est entre membres

d'une même solution. On est en présence d'une solidarité collective de proximité. Plutôt que la main qui donne et celle qui reçoit, ici, ce sont des mains qui se mettent ensemble pour construire leur propre organisation.

La solidarité alimentaire sociétale exige un autre niveau de conscience, soit une conscience élargie au système politique qui nous gère. En effet, pour peu qu'un citoyen ou qu'un groupe communautaire comprenne que le problème de la faim et de la malnutrition trouve ses origines dans un système mondial opposé au bien commun et qu'il veuille inscrire ses interventions dans une perspective visant à réellement solutionner ce problème endémique de la faim chez nous et dans le monde, il proposera à ses usagers et à ses membres un parcours de reprise de pouvoir sur son alimentation passant par chacun de ces niveaux.

Il devra cependant comprendre que chacun de ces niveaux exige d'amener ses usagers à acquérir peu à peu un degré de conscience sociale de plus en plus élevé. Ainsi, sachant que « ventre creux n'a pas d'oreille », il devra d'abord répondre aux besoins alimentaires urgents de ses usagers avant de leur proposer de croire assez dans leurs potentiels pour construire ensemble un *Réseau citoyen d'économie et d'entraide* et améliorer ainsi leur situation. Puis, il s'appuiera sur cette réussite expérimentée en groupe pour se convaincre mutuellement qu'on peut transformer le système alimentaire qui gère notre vie collective pour peu qu'on s'allie avec d'autres sur des objectifs sociétaux de convergence et qu'on persiste dans nos efforts communs.

C'est ce à quoi je vous convie : passer de la sécurité alimentaire à la solidarité alimentaire. C'est-à-dire ne plus seulement viser la survie de nos concitoyens les plus pauvres, mais leur reprise de pouvoir collectif sur leur alimentation et sur leur vie individuelle et collective.

Le but: revenir à une société qui se fonde sur ses citoyens, leur fait confiance et trouve sa force et sa richesse dans la participation et les talents de tous et de toutes.

Enjeux et perspectives de la Mesure alimentaire en milieu scolaire

par Adrian Profitos

Saviez-vous que le Canada se situe à la dernière place des pays occidentaux s'assurant de la saine alimentation de ses écoliers. Pourtant, dès la fin de la 2e Guerre mondiale, les pays européens ont universalisé les cantines scolaires (repas gratuits ou à bas prix dans toutes les écoles). Même les États-Unis ont mis en place une telle politique fédérale à cet égard.

Or, le Québec ne s'occupe pas encore d'offrir à tous ses écoliers de bons repas propices à un meilleur apprentissage académique. Pourquoi en sommes-nous encore là et comment y remédier?

La Mesure alimentaire

Depuis 1991, conscients de cette carence importante, nos gouvernements québécois successifs ont mis en place et maintenu la *Mesure alimentaire en milieu scolaire* qui offre des repas sains et à bas prix aux écoliers pauvres de certaines écoles primaires ciblées. Ils l'ont cependant instauré sur le seul territoire montréalais et dans les seules écoles concentrant en leurs murs les plus forts taux de pauvreté. Les écoliers pauvres des autres écoles non ciblées doivent cependant s'en passer.

Dès le début, la *Table de Montréal* a dénoncé cette injustice et a réclamé l'universalisation de la *Mesure* à toutes les écoles du Québec pour répondre, à un tarif variable selon leurs revenus, aux besoins de tous les enfants des familles vulnérables. Évidemment, ces cantines accueilleraient au prix coûtant les autres enfants souhaitant s'y alimenter et s'accompagneraient d'un programme d'encadrement pour leur apprentissage aux saines habitudes alimentaires.

Portrait à la CSDM

La *Commission scolaire de Montréal (CSDM)* compte 70 270 élèves, dont 44 000 élèves au primaire et plus de 26 000 élèves au secondaire. Parmi ces élèves,

48% proviennent de milieux socio-économiquement faibles, dont 21 000 élèves au primaire et 12 000 élèves au secondaire. Ce 48% présente des besoins de soutien alimentaire évidents.

Or, la *CSDM* ne répond qu'à 18% de ce nombre, et ce, malgré le fait qu'elle consent à la *Mesure alimentaire* des ressources financières supplémentaires de 2,800 000\$ par année.

On le voit, bien qu'il n'y ait pas de coupures budgétaires dans l'enveloppe de la *Mesure alimentaire*, le budget actuel ne suffit pas à répondre aux besoins des familles pauvres, ni à ceux des groupes communautaires qui assurent la *Mesure* et qui sont aux prises avec l'augmentation vertigineuses du prix des aliments.

De plus, les besoins de soutien alimentaire de la population augmentent sans cesse. En effet, le nombre d'élèves bénéficiant de la *Mesure alimentaire*, même bonifiée, a quadruplé depuis sa mise en œuvre en 1991, et ce, en dépit de

la diminution d'élèves inscrits dans les écoles de la *CSDM*. L'augmentation de la pauvreté à Montréal semble en cause.

Problématiques à la CSDM

Par ailleurs, il existe un tiraillement entre les organismes communautaires qui assurent la production et la distribution des repas dans certaines écoles et les employés de la *CSDM* qui l'assurent dans d'autres écoles. Or, étant donné le faible taux de participation populaire aux élections scolaires, ces employés, qui votent eux aussi, possèdent ainsi un pouvoir important sur les commissaires scolaires et sur leurs décisions. En clair, les décideurs à la *CSDM*, pour assurer leur réélection, ont tendance à donner préférence à leurs employés plutôt qu'aux organismes qui assurent la *Mesure alimentaire*, bien que ces derniers semblent leur coûter moins cher.

En effet, vu les coûts associés à sa main d'œuvre, tout indique que le coût unitaire des repas fournis par les employée



de la *CSDM* soit bien plus élevé que celui des organismes du milieu. De plus, il n'y a pas vraiment de système d'évaluation en place de sorte qu'il leur est difficile de mesurer la qualité d'encadrement des repas et de connaître l'impact de la *Mesure alimentaire* sur l'apprentissage académique.

Enfin, la *CSDM* est présentement aux prises avec une multitude de dossiers urgents et coûteux, dont un déficit illégal de 43 millions\$ à renflouer et des infrastructures désuètes à réparer. Dans un tel contexte, certains acteurs influents à la *CSDM* se posent parfois même la question de savoir si leur rôle est encore de s'occuper des cantines scolaires, de l'alimentation des élèves et de leur éducation à de saines habitudes alimentaires.

L'approche de la *CSDM*

En théorie, la *CSDM* reconnaît qu'une saine alimentation contribue à la réalisation de la mission première du milieu scolaire, soit la réussite éducative des jeunes. Cela dit, la *CSDM* considère également que la responsabilité première de l'alimentation des élèves revient à leurs parents. Elle cherche donc à positionner l'École comme acteur complémentaire favorisant l'acquisition de saines habitudes alimentaires chez les élèves.

Mais la question se pose : en matière de conciliation travail /famille, ne faudrait-il pas se débarrasser de la mentalité selon laquelle l'alimentation des enfants est une responsabilité exclusive des parents? Il est en effet démontré que les familles à faible revenu, avec beaucoup d'enfants et/ou où les deux parents travaillent, ne sont pas toujours en mesure d'assurer une saine et régulière alimentation à leurs enfants, notamment pour le petit-déjeuner et le repas du midi.

Cela est une réalité de plus en plus fréquente en raison de la précarisation de la classe moyenne et de l'augmentation des «travailleurs pauvres» lesquels n'ont d'ailleurs que très peu de temps pour s'occuper de leurs enfants comme ils le souhaiteraient et donc dépendent des institutions d'enseignement, entre autres, pour certains services, dont l'alimentation de leurs enfants.

Stratégies de la *CSDM*

Dans son plan stratégique, la *CSDM* propose, en matière d'alimentation, un axe d'intervention qui vise la mise en œuvre de mesures pour améliorer les habitudes de leur élèves et leur environnement alimentaires. Elle a ainsi établi différentes stratégies qui se déploient sur trois axes : l'éducation et la promotion en alimentation, le soutien alimentaire et l'environnement alimentaire.

Éducation et promotion

Dans le but de permettre aux élèves de développer leur autonomie alimentaire à long terme, plusieurs actions sont mises en œuvre.

En premier lieu, assurer la présence d'une nutritionniste reliée à chaque école qui travaille en partenariat avec les conseillers pédagogiques, les directions d'établissement et les partenaires de la communauté afin de :

- Soutenir les enseignants et les différents intervenants dans les écoles;
- Former les enseignants et les intervenants scolaires comme agents multiplicateurs en éducation nutritionnelle;
- Développer différents outils pédagogiques : sites Internet destinés aux intervenants scolaires; outils pédagogiques permettant de promouvoir la saine alimentation;
- Élaborer et offrir des ateliers de cuisine communautaire pour les élèves du secondaire.

En deuxième lieu, développer des partenariats avec différents organismes communautaires et institutionnels pour

- Offrir des ateliers culinaires au primaire à travers *Les ateliers Cinq épices* qui desservent déjà dix écoles de son réseau.
- Offrir aux élèves du secondaire des ateliers permettant l'acquisition de compétences culinaires dont ceux de *La Tablée des chefs* (10 établissements), de *Communiterre* et d'autres initiatives locales.
- Réaliser des activités en agriculture urbaine dans les écoles (à l'exemple de *Jeunes Pousses* et d'autres organisations, qui desservent déjà en 2009-2010, 31 établissements).

- Offrir des ateliers de formation et des outils pédagogiques destinés aux différents intervenants scolaires permettant d'aborder l'alimentation avec les élèves. Par exemple, ceux des *Producteurs de lait du Canada* (30 ateliers en 2009-2010).
- Développer des partenariats avec des organismes communautaires et institutionnels pour intervenir auprès des parents à travers différentes initiatives locales (*Marchés saisonniers, Magasins Partage, Cuisines collectives*)

Soutien alimentaire

La *CSDM* offre déjà un soutien immédiat aux élèves provenant de milieux socio-économiquement faibles en vue de leur réussite éducative. Cette orientation se traduit par la mise en œuvre de différents programmes. Ainsi :

- 40 000 élèves du primaire reçoivent un berlingot de lait, entre 2 et 5 fois par semaine;
- 20 600 élèves de 67 écoles en milieu défavorisé, bénéficient de collations plusieurs fois par semaine;
- 9 500 élèves sont inscrits à la *Mesure alimentaire* dans les écoles primaires et secondaires Cette *Mesure* permet aux élèves admissibles de recevoir chaque jour un repas complet moyennant une contribution de 0,50 \$;
- 3 200 élèves fréquentant ces écoles primaires et secondaires ciblés bénéficient de la *Mesure alimentaire bonifiée*, depuis 2003-2004.

Afin d'assurer ces programmes, un budget de 12 631 732 \$ est investi annuellement, dont 2 800 000\$ sont alloués par la *CSDM*.

Environnement alimentaire

Afin d'assurer un environnement alimentaire sain à tous les élèves, les actions suivantes sont mises en place.

- Élaborer un guide nutritionnel qui définit les balises nutritionnelles de l'offre alimentaire dans les services alimentaires de la *CSDM*. À ce titre, la *CSDM* était avant-gardiste en éliminant les aliments à faible valeur nutritive de son offre alimentaire, et ce, depuis 1973.
- Subventionner certains aliments, tel que le plat principal, pour favoriser le

choix de repas équilibrés par les jeunes et pour concurrencer la restauration rapide aux abords des écoles, qui offre deux hot-dogs pour 1,00 \$.

Perspectives de la CSDM

Dans une perspective de promotion de saines habitudes alimentaires, la CSDM s'est engagée en 2010 dans un processus de réalisation d'une étude de faisabilité pour la mise en place de cantines scolaires universelles, laquelle a été commandée par la *Table des écoliers* et financée par huit CDEC de Montréal.

Ces cantines scolaires permettraient de composer avec la nouvelle réalité alimentaire de la société, soit l'augmentation des repas consommés à l'école, le défi de la conciliation famille-travail et la grande proportion de familles appauvries de Montréal. Elles offriraient ainsi quotidiennement à tous les élèves de la CSDM des dîners équilibrés.

À court terme, ces cantines universelles contribueraient, entre autres :

- à favoriser l'adoption de saines habitudes alimentaires chez les élèves;
- à favoriser la réussite éducative et la performance scolaire des élèves;
- à combler environ le tiers des besoins alimentaires quotidiens des jeunes;
- à favoriser l'achalandage des cafétérias plutôt que la restauration rapide ;
- à éliminer la stigmatisation des élèves de la *Mesure alimentaire*

Une analyse commandée par la CSDM des programmes alimentaires de différents pays démontre que la majorité des budgets nécessaires pour financer les programmes en alimentation proviennent d'instances municipales ou gouvernementales autres que le système scolaire.

Ainsi :

- En Finlande et en France, le financement provient essentiellement de l'État et des municipalités;
- En Ontario, le ministère de l'Enfance et de la Jeunesse finance en partie les programmes de soutien alimentaire. L'autre partie du financement est variable et peut provenir, par exemple, de la *Ville*, de la *DSP*, de dons de la part des parents et d'organismes communautaires;



- À Paris, la *Ville* offre des subventions dans le but de diminuer les tarifs des repas, et ce, même pour les familles les plus favorisées;
- Aux États-Unis, la majorité du financement provient de l'État.

L'apprentissage culinaire

À long terme, il faut miser davantage sur des programmes d'apprentissage culinaire pour permettre aux jeunes d'apprendre à cuisiner. Pourquoi ne pas réintroduire des cours d'économie familiale revisités ? S'ils savent cuisiner, les jeunes pourraient adopter de meilleures habitudes de vie et développeraient leur autonomie alimentaire.

Par la suite, la mise en place de cuisines communautaires amènerait les jeunes à mettre en pratique les connaissances acquises. À ces projets peut s'ajouter la mise sur pied d'épiceries communautaires et de groupes d'achat coopératifs.

Pour y arriver, il faudra cependant que les écoles développent davantage de liens avec les organismes communau-

taires. Ce projet peut se réaliser quand une équipe-école et sa communauté se mobilisent et passent à l'action.

À titre d'exemple, dans le quartier Centre-Sud, en plein cœur de Montréal, l'école Jean-Batiste-Meilleur a mis en œuvre un projet d'intégration en alimentation dans son programme éducatif.

Prochainement, l'école se dotera d'une cuisine permettant aux enfants et aux parents d'acquérir des techniques culinaires. À ces activités s'ajouteront des cuisines collectives, une épicerie et un jardin communautaire, accessibles à toute la communauté.

Puisqu'il faut tout un village pour éduquer un enfant, il est essentiel que tous les partenaires de la communauté conjuguent leurs énergies pour favoriser la réussite éducative des élèves et contribuer au maintien de leur santé.

Ainsi, il faut encore pousser plus loin l'analyse de faisabilité en consultant la population et en effectuant une analyse fiscale plus détaillée. La population et

l'État doivent être consultés pour réfléchir à des pistes de solutions afin de mettre en place ce projet de société qu'est la réussite des enfants.

Perspectives communautaires

Il existe un regroupement de dix organismes créé il y a 4 ans, la *Table des écoliers*, qui s'occupe de fournir des repas dans les écoles primaires de Montréal. Ces organismes partagent avec la CSDM une enveloppe de 6 millions de dollars par année, laquelle est transmise par le *Ministère de l'éducation*.

De son côté, la CSDM se charge des repas de toutes les écoles du secondaire et d'une partie des écoles primaires dont les groupes de la *Table des écoliers* ne s'occupent pas. Les écoles peuvent d'ailleurs décider elles-mêmes d'être servies par la CSDM et de se passer des services des groupes communautaires, alors que le contraire n'est pas possible. Ainsi, deux des organismes de la *Table des écoliers* ont perdu leur contrat de fournir des repas à plusieurs écoles primaires, dès lors desservies par la CSDM.

Notre plan stratégique

Comme évoqué plus avant, le modèle préconisé par la *Table des écoliers* est celui des cantines pour tous, dans toutes les écoles primaires, à tarif préférentiel pour les familles à faible revenu, avec une nourriture saine et équilibrée, et ce, accompagné d'un encadrement, d'une formation et d'un apprentissage des habitudes et des connaissances pour une saine alimentation.

Une étude de faisabilité estime que le coût d'assurer les cantines scolaires dans toutes les écoles de l'île de Montréal serait de 30 millions de dollars par année. Ce coût serait en partie financé par les usagers (les familles à faible revenu paieraient moins cher, alors que les autres paieraient le coût réel). Cette mesure devrait compter sur le soutien et la participation de plusieurs ministères (Santé, Agriculture, Éducation, Famille, ect).

Cette étude de faisabilité comporte également un plan d'action, une stratégie de mise en œuvre, le tout avec des

calculs de rentabilité et de durabilité. Une des stratégies serait de créer des groupes communautaires (ou se servir de ceux déjà en place) afin de fournir les repas.

Il faut cependant développer une stratégie de logistique et de coordination afin de produire des économies d'échelle tout en assurant des repas sains à un coût abordable, notamment dans les zones reculées, lesquelles ont d'ailleurs déjà développé leurs propres systèmes auxquels ils semblent tenir. Cela veut dire qu'il faut compter avec la participation et les acteurs du milieu sans imposer des plans déjà faits d'ailleurs.

Finalement, il est aussi important d'instaurer un système d'évaluation des coûts et de l'impact, notamment au niveau nutritionnel et de la réussite scolaire.

Les enjeux

On se trouve présentement à une étape charnière. Le premier enjeu est financier, car ce modèle coûterait plus cher (30 millions par année sur la seule île de Montréal).

L'autre enjeu est la volonté politique du nouveau gouvernement de soutenir cette initiative. Présenté sous l'angle du développement économique, de la création d'emplois en économie sociale dans toutes les régions du Québec et de l'occupation du territoire, le plan stratégique de la *Table des écoliers* pourraient y trouver preneur.

Le troisième enjeu consiste à développer une meilleure collaboration entre les différents partenaires intéressés, dont certains ministères concernés, la CSDM, et les organismes et réseaux du mouvement communautaire.

Déjà fort de l'appui de la *Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain*, nous pouvons compter sur celui de *Faim et développement social du Québec*, le nouveau réseau national du mouvement de solidarité alimentaire du Québec, dont la *Table des écoliers* est membre.

Nous pourrions aussi solliciter un appui de taille, celui de l'*Union des produc-*

teurs agricoles (UPA) pour peu que nous leur garantissons un approvisionnement alimentaire québécois.

Québec en forme ou même *Food Secure Canada*, par exemple, seraient également des partenaires stratégiques qui, tous ensemble, pourraient éventuellement se révéler plus efficaces que le partenariat de la CSDM.

Une chose est claire : le projet « Cantine pour tous » est à pieds d'œuvre et la *Table des écoliers* compte bien le réaliser. La seule chose qu'on ne sait pas c'est de quelle manière, c'est-à-dire, avec ou sans la CSDM, avec ou sans certains partenaires. Quoi qu'il en soit, le plan stratégique de la *Table des écoliers* prévoit toutes ces possibilités et a été conçu pour être efficace dans toute éventualité.

Conclusion

Pour résumer, la CSDM ne voit pas la *Mesure alimentaire* comme une priorité, donc elle ne va pas prendre l'initiative sur ce dossier. Mais, étant donné sa taille, sa prévalence et son pouvoir dans le milieu scolaire, elle peut devenir un boulet, sans le vouloir, ou un obstacle, en le voulant.

La détermination de la *Table des écoliers* et de ses partenaires est là, mais la faisabilité de ce plan est dépendante d'enjeux circonstanciels qui peuvent freiner son développement (orientation du nouveau gouvernement, poursuite du déficit zéro, et autres enjeux qui pourraient surgir en cours de route).

Finalement, l'aspect organisationnel et logistique, en général, ne devrait pas être un obstacle, étant donné que le nombre de repas fournis par jour par les organismes communautaires est déjà très élevé (5,000) et que plus on fournit de repas, plus on devient performants en obtenant des économies d'échelle.

Dans ce contexte, le projet pilote commencerait à Montréal et serait transposé ailleurs au choix des acteurs du milieu, dans un esprit de collaboration et de respect.

Les partis municipaux et la solidarité alimentaire

par Adrian Profitos

La Table de concertation sur la Faim et le développement social du Montréal métropolitain (la Table) a été très active pendant la course aux élections municipales qui se sont tenues le 3 novembre 2013. Elle a voulu profiter de ces élections municipales pour mettre de l'avant les principales recommandations issues de son Mémoire « Pour un Système alimentaire durable et équitable pour la communauté montréalaise » dans le cadre de la consultation pour le SAM.

Le Mémoire de la Table

Ce Mémoire, achevé en mai 2012, est le fruit du travail de 35 organismes membres de la Table et compte sur l'appui de plus de 45 organismes non-membres, dont le Regroupement montréalais des tables de quartier regroupant tous les organismes communautaires de Montréal, l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA), les centrales syndicales (FTQ de Mtl., CSN de Mtl., CEQ) et une diversité d'organismes communautaires allant de Développement et Paix au FRAPRU en passant par le Conseil québécois LGBT et le Chic Resto pop. En tout, il s'agit d'un Mémoire étoffé qui résume l'état de la situation actuelle sur le territoire montréalais et propose 89 recommandations qui jettent les bases pour la mise en place d'un système alimentaire durable et équitable Montréal.

Les recommandations

Ces recommandations visent à responsabiliser l'État et les différents acteurs sociaux concernés, afin qu'ils assument leurs rôles respectifs pour assurer le droit à l'alimentation pour tous. Or, pour que ces 89 revendications puissent avoir une certaine influence sur les décisions politiques et ne restent pas lettre morte, il a fallu se concentrer sur quelques revendications prioritaires, simples mais déterminantes, qui s'attaquent plus fondamentalement aux racines de la cherté grandissante des produits alimentaires et à la difficulté des citoyens à s'approvisionner sainement.

Pour ce faire, la Table a proposé aux membres participants 11 choix de revendications prioritaires. Elle a divisé

ces choix en objectifs à court terme, considérant que ces neuf (9) propositions sont déterminantes et que certaines sont atteignables dans un délai raisonnable, vu la conjoncture actuelle. Elle y ajoute deux (2) propositions atteignables à plus long terme, et surtout plus déterminantes pour le mieux être de nos usagers et de la population en général.

En définitive, il s'agit d'une stratégie à court terme visant la faisabilité; à moyen terme visant l'impact; et à long terme visant la durabilité. Le tout, dans le but de mobiliser sur le long terme et avec plus de force une population grandissante qui a besoin de victoires ponctuelles à court terme pour croire en leur force de pouvoir réellement changer les choses en profondeur et persister dans les efforts pour y arriver.

Vers les élections municipales

Avec les élections municipales en toile de fond, une rencontre des membres de la Table s'est tenue en septembre 2013 dans les locaux de la FTQ ayant pour thème Les élections municipales et la solidarité alimentaire. L'objectif énoncé était clair : «à l'heure où tous les citoyens, et à plus forte raison nos usagers, subissent des hausses successives importantes du coût de leur panier alimentaire, il est nécessaire d'interpeller nos futurs représentants sur ce qu'ils comptent faire à ce sujet».

Au cours de cette première rencontre, les 11 revendications proposées par la Table ont été discutées, reformulées et finalement approuvées à l'unanimité par tous les membres participants. Les propositions ont été condensées autour de 6 questions, et ce, dans le but d'interpeller les candidats d'une ma-

nière claire, directe et efficace. En définitive, aller droit au but avec les questions essentielles.

La tenue des élections municipales s'est donc présentée comme une occasion unique de s'adresser aux candidats qui ont besoin de l'appui des citoyens pour se faire élire. La Table a invité tous ses membres à interpeller les candidats qui briguent les suffrages le 3 novembre à prendre position sur six enjeux prioritaires de solidarité alimentaire tirées du Mémoire : « Pour un système alimentaire durable et équitable de la collectivité montréalaise ».

Le débat avec les candidats

Cet événement s'est tenu le 21 octobre au Centre St-Pierre. Les représentantes de trois principaux partis ont répondu positivement à notre appel et ont participé à l'événement. Il s'agit de Mme Lorraine Pagé (ancienne Présidente de la Centrale des syndicats du Québec), de l'Équipe Mélanie Joly; de Mme Véronique Fournier (Pointe St-Charles), de Vision Montréal; et de Mme Emilie Thuillier (Vice-présidente du Comité exécutif de la Ville de Montréal), de Projet Montréal. Quant à l'Équipe Coderre, pour diverses raisons un peu vagues, ils n'ont finalement pas participé à cette rencontre.

Côté médias, le Journal Metro ainsi que le Devoir étaient présents. Suzanne Bernard (présidente du conseil d'administration de la Table) et Jean-Paul Faniel



(directeur de la *Table*) ont respectivement présidé et animé la discussion. Maryse Rivard a joué le rôle de modératrice du débat. Finalement, plusieurs représentants des organismes membres de la *Table* étaient également présents et ont eu l'occasion de poser des questions aux candidats à la fin du débat.

L'argumentaire

Voici les lignes principales de l'argumentaire qui a été présenté par la *Table* lors de cette rencontre : « *L'alimentation est au cœur de nos vies quotidiennes. Il s'agit d'un besoin essentiel avant d'être une simple marchandise commerciale soumise aux seuls aléas du marché. Le droit à l'alimentation est un droit reconnu par nos gouvernements. Aussi, tout citoyen devrait être en mesure de se nourrir sainement et dignement, en fonction de ses propres choix, aujourd'hui et pour les années à venir.*

C'est pour entretenir et éclairer les électeurs sur onze (11) de ces propositions jugées prioritaires que les signataires de ce mémoire interpellent les partis politiques municipaux. Ils sont invités à s'engager publiquement et à informer la population sur la façon dont ils comptent intervenir sur ces enjeux d'intérêt commun. »

Les six questions posées

1. Droit à une saine alimentation pour tous

À l'instar des gouvernements fédéral et provincial qui ont reconnu ce droit dans divers traités internationaux, votre parti reconnaît-il le « Droit à une alimentation saine pour tous » ?

2. Le pouvoir d'achat pour tous

Votre parti s'engage-t-il à presser le gouvernement du Québec afin qu'il adopte différentes mesures nécessaires à la couverture des besoins essentiels de toute la population québécoise (augmentation des revenus d'aide sociale, hausse du salaire minimum, réforme des politiques fiscales) ?

3. L'accès économique à une saine alimentation pour tous les écoliers

Est-ce que votre parti s'engage à s'entendre avec le Gouvernement du Québec afin qu'il étende graduellement, et en fonction des indices de défavorisation, les Mesures alimentaires en milieu scolaire à toutes les écoles du système public avec une modulation du prix des repas selon le revenu familial tel que recommandé par la *CSDM* ?

4. L'accès physique à une saine alimentation

Est-ce que votre parti appuie les propositions suivantes :

- soutenir activement les initiatives communautaires d'autonomie alimentaire,
- instaurer des marchés publics dans chaque arrondissement,
- inscrire dans tout projet immobilier un accès de proximité aux aliments sains,
- abolir les règlements réduisant l'accès de proximité aux aliments sains,
- favoriser financièrement l'agriculture urbaine

5. La reprise du pouvoir citoyen sur l'alimentation

Parmi les facteurs favorisant la reprise de pouvoir citoyen sur son alimentation, l'accès économique aux aliments sains et l'apprentissage culinaire et nutritionnel figure au premier rang.

Comment votre parti compte-t-il soutenir les réseaux citoyens qui s'activent à reprendre du pouvoir sur leur alimentation ?

6. L'accès amélioré au don alimentaire

Bien que le don alimentaire ne constitue pas une solution à long terme aux problèmes de la faim, il permet d'aider les gens aux prises avec des situations dramatiques pour eux et leur famille.

À l'heure actuelle, le don alimentaire ne suffit pas à répondre à toutes les situations que ce soit pour des raisons géographiques ou logistiques. Comment votre parti prévoit-il améliorer cette situation ?

Le résultat obtenus

Les représentantes de trois partis municipaux, Lorraine Pagé (*Équipe Mélanie Joly*), Véronique Fournier (*Vision Montréal*) et Émilie Thuillier (*Projet Montréal*) se sont engagées à défendre les 6 objectifs de ce plan de solidarité alimentaire, que ce soit au pouvoir ou dans l'opposition. Bien informées et conscientes du rôle des municipalités, elles ont souligné les réalisations de leurs partis respectifs en sécurité alimentaire et se sont prononcées favorablement sur tous les enjeux identifiés comme prioritaires par la *Table*.

Elles ont répondu aux questions des citoyens et partagé leur point de vue sur les onze propositions de la *Table* visant l'amélioration de la situation alimentaire actuelle sur le territoire montréalais. Elles ont aussi précisé la façon dont leur parti interviendrait et proposé des avenues intéressantes en lien avec certains points déjà abordés dans leur programme.

Le débat s'est terminé par un vote symbolique où elles ont signé et déposé leurs engagements respectifs.

L'avenir

L'Équipe Coderre est le seul parti en lice qui ne s'est pas formellement engagé à soutenir ces revendications, bien qu'ils aient indiqué leur intention de le faire... Pour que ces revendications puissent devenir une réalité, il faut l'appui de la *Ville de Montréal* et un effort de concertation de la part de toutes les parties prenantes (élus et conseillers municipaux, organisations de la société civile, secteur privé, etc).

Équipe Coderre est donc appelé à jouer un rôle fondamental à ce niveau là et la *Table* fera tout son possible pour leur rappeler d'entériner ces revendications. Certes, chacun des partis présents lors de ce débat ont remporté les mairies de plusieurs arrondissements et siègeront au conseils municipaux et peut-être même au conseil exécutif. Nul doute que la *Table* leur rappellera leur engagements!

L'agriculture : talon d'Achille de la mondialisation

Conférence de Marcel Mazoyer,

par Adrien Profitos

Le 16 octobre est la Journée mondiale de l'alimentation. Une date bien choisie par l'UQAM pour faire une conférence sur les graves enjeux alimentaires qui continuent de frapper presque un milliard de personnes partout dans le monde.

En effet, alors que la planète compte plus de 900 millions d'affamés, quelles sont les causes économiques et politiques de la situation agricole et alimentaire mondiale ? Les terres cultivables et les techniques durables connues sont-elles suffisantes pour nourrir convenablement toute l'humanité au 21^e siècle ? La pauvreté pay-sanne est-elle reliée à la crise financière et économique actuelle ? Et, si oui, par quelles politiques peut-on remédier à la situation ?

Telles sont les questions qui ont été traitées par Marcel Mazoyer au cours d'une conférence tenue le 16 octobre 2013, organisée par le *Cœur des sciences de l'UQAM* et par la *Coalition pour la souveraineté alimentaire*.

La *Coalition* est un rassemblement de plus de 80 réseaux de la société civile québécoises et canadiennes, notamment des agriculteurs, des coopératives, des syndicats, des associations de consommateurs, des groupes environnementaux etc. Le but de la *Coalition* est d'agir comme agent de lobbying et de militantisme auprès du gouvernement, et ce, afin que celui-ci regagne sa capacité politique de réguler le système alimentaire canadien et global.

Marcel Mazoyer

Marcel Mazoyer est diplômé de l'*Institut national agronomique de Paris (INA)*, devenu *INAP-G* en 1971 et *AgroParis-Tech* en 2007) et ingénieur du corps des *Eaux et Forêts*. Successeur de René Dumont, M. Mazoyer fut le titulaire de la *Chaire d'agriculture comparée et de développement agricole* de l'*INA P-G* des

années 1960 jusqu'à sa retraite en 2002. Il a également présidé le Comité des programmes de la *FAO* de 1984 à 1993 et il est l'auteur de plusieurs ouvrages de dont *Histoire des agricultures du monde* (avec René Dumont, Seuil, 1997) et *La fracture agricole et alimentaire mondiale* (avec Laurence Roudart, Universalis, 2006). Aujourd'hui, il est professeur émérite à *AgroParisTech*.

L'agriculture dans l'histoire

L'histoire de l'humanité est depuis plusieurs millénaires liée à l'agriculture. En effet, les premières grandes civilisations ont été construites autour de l'agriculture (Égypte, Babylone, Inde, Chine...). Par exemple, sur les 50 millions d'habitants que comptait la terre il y a 5000 ans, 45 millions étaient des agriculteurs. Cette proportion est restée globalement inchangée jusqu'à la Révolution industrielle et le début de l'exode rural. Il y seulement quelques années, le nombre de citadins a dépassé pour la première fois dans l'histoire le nombre de paysans.

La faim

Depuis la fin de la II^e Guerre mondiale, la population mondiale a plus que triplé en

passant d'un peu plus de deux milliards à plus de sept milliards. Il s'agit d'une augmentation incroyable tant historiquement qu'en termes absolus. Cette explosion démographique servirait-elle à elle seule à expliquer le phénomène de la faim, confirmant ainsi les pires craintes malthusiennes ? A priori, il se trouve que non, car la production agricole a augmenté plus vite que la population. Comme on l'entend souvent, il y a globalement assez d'aliments pour nourrir tous les habitants de la planète.

Or, la faim et la malnutrition affectent près de la moitié de la population mondiale. Trois milliards de personnes dans le monde sont en situation d'insécurité alimentaire et en subissent les conséquences : santé physique et psychique, niveau de scolarité, emploi, pauvreté...

Nous assistons également à un autre type de malnutrition qui est de plus en plus abondant, surtout dans les pays développés : le surpoids et l'obésité. Ce phénomène ne répond pas à un problème de carence ou d'accès mais, au contraire, de surabondance et de surconsommation de produits alimentaires disponibles à un prix très réduit.



Au bout de la ligne, nous assistons à une répartition très inégale des ressources de la planète. Cette polarisation entre la suralimentation et la sous-alimentation est témoinnée par le décès de près de neuf millions de personnes qui meurent directement ou indirectement de la faim chaque année. Cela représente une fois et demie le génocide juif pendant la II Guerre mondiale. Pire encore, ce chiffre, ou plutôt, ce génocide, pourrait être plus grand s'il n'y avait pas de surmortalité infantile, maternelle et autre.

Les besoins alimentaires insatisfaits des trois milliards de personnes qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire représentent 30% de la production mondiale d'aliments. C'est-à-dire, on aurait besoin de redistribuer 30% de la production ou de produire 30% de plus de ce qu'on produit actuellement dans le monde pour que ces trois milliards de personnes sortent de cette situation d'insécurité alimentaire. Pour atteindre le niveau des pays riches ou même la moyenne mondiale, ce pourcentage serait bien plus élevé.

Finalement, sur les trois milliards de personnes en situation d'insécurité alimentaire, 75% sont des paysans et 25% vivent dans les bidonvilles des pays en développement, lesquels sont engrossés en grande partie par les masses de

paysans issues de l'exode rural.

Ce qu'on fait pour y remédier

Ce 30% de la production mondiale équivaut à 60% de la nourriture de la moitié de la population mondiale qui consomme le plus. Autrement dit, on produit assez pour nourrir le monde mais ceux qui mangent le plus devrait se passer de 60% de ce qu'ils mangent et le redistribuer aux trois milliards de personnes en situation d'insécurité alimentaire.

Un des outils les plus utilisés est l'aide alimentaire, mais celle-ci représente à peine 1% de la production mondiale. De plus, l'aide alimentaire est principalement destinée à soulager les catastrophes humanitaires et elle produit des conséquences néfastes sur la production locale lorsque l'intervention se poursuit dans le temps (équivalent au dumping).

L'insuffisance des revenus des trois milliards de personnes représente entre 2 et 3 milliards de dollars par année. Or, l'aide publique au développement (APD) représente 100 milliards par an (5% des besoins). L'APD est donc nettement insuffisante et ne peut résoudre le problème à elle seule. Pire encore, l'APD entretient l'illusion de pouvoir améliorer la situation au lieu de s'attaquer aux solutions profondes qui reposent sur la récupération des politiques agricoles efficaces.



De leur côté, les échanges internationaux représentent «seulement» 10% de la production mondiale (en tonnes). De plus, le commerce international est destiné à la demande solvable alors que les affamés sont pauvres et ils ne peuvent pas payer malgré la «disponibilité». Par conséquent, la solution ne passe pas par les échanges commerciaux.

Au bout de la ligne, il s'agit d'un problème de production et de productivité dans les pays en développement. Les paysans pauvres du Sud n'ont pas les moyens de produire assez et encore moins de vendre ou d'acheter sur les marchés internationaux. C'est, finalement, un problème de production et de pouvoir d'achat d'une grosse partie des paysans du Sud.

Comment en sommes-nous arrivés là?

Depuis la fin de la II Guerre mondiale, 75% de l'augmentation de la production agricole a été dû à des meilleurs rendements de productivité, 15% à l'augmentation de la superficie arable et 10% à l'augmentation des récoltes par année. Cela veut dire, en dépit d'une croyance répandue, qu'on n'a pas défriché la planète pour alimenter les gens.

La révolution agricole des pays développés a commencé dans les années 50. Le modèle d'exploitation agricole familiale est resté majoritaire et a été conservé jusqu'aux années 70. De la même manière, la Révolution verte dans les pays en développement s'est amorcée dans les années 50, notamment en Asie du sud et du sud-est. Elle aussi n'a pas remplacé le modèle d'exploitation familial.

Or, dans les années 70 les fonds d'investissement venus de l'économie non-agricole ont contribué à la délocalisation de la production vers les pays du Sud où les terres et la main d'œuvre étaient moins chères et abondantes. C'est la première vague d'accaparements des terres.

Grâce à l'utilisation de machines puissantes et d'intrants industriels, on a assisté à de formidables gains de productivité et à une immense réduction des coûts de production. Par exemple, le prix de la tonne de céréales a été réduit de moitié.

En même temps, Dans les années 80 on assiste à une généralisation mondiale de la libéralisation des politiques agricoles et des échanges commerciaux. Cela provoque une crise massive des agricultures paysannes et familiales. On abandonne les politiques de protection des marchés et des producteurs au profit des grands capitaux laissant entrer des marchandises à faible coût.

Écarts de productivité

La population agricole mondiale est de 2.8 milliards, soit 40% de la population mondiale. La population agricole active est de 1.4 milliards, soit 20% de la population mondiale. Un demi-milliard d'entre eux travaille uniquement avec des outils manuels et cultivent moins d'un hectare par paysan actif. Ils n'achètent pas de semences ni d'engrais ni d'autres intrants. À titre d'exemple, il existe seulement 28 millions de tracteurs dans le monde, ce qui correspond à 2% du nombre de paysans actifs mondiaux. Ce 2% est concentré dans les pays riches et les grandes exploitations (plantations) de quelques pays du Sud.

Les paysans du Sud ne produisent ainsi qu'une tonne par hectare, par travailleur et par année. De plus, 200 millions de paysans dans le monde n'ont pas de terres en propriété (notamment au Brésil qui se caractérise par le Mouvement des sans-terres, en Afrique du sud et dans les anciens pays d'Europe de l'est). C'est un immense réservoir de main d'œuvre bon marché.

Bien que les inégalités agricoles aient toujours existé, l'écart s'est grandement creusé. En effet, avant, il y avait un écart de productivité de 1 à 10 ou de 1 à 20. Maintenant, il existe un écart de productivité de 1 à 2000 entre le demi-milliard de paysans qui travaillent à la main et le million de personnes qui ont des tracteurs de 480 chevaux.

Il existe bien sûr des différences de rendement entre les types de culture, mais cet écart demeure une moyenne. Par exemple, le coût de production du blé est passé de 600\$ par tonne en 1945 à 100\$ par tonne en 2010. En Ukraine, présentement, cela coûte 50\$ par hectare et par an.



Le prix de la terre est dérisoire de même que le salaire payé aux paysans (5\$ par jour). De la sorte, seulement les producteurs les plus compétitifs sont en mesure d'exporter et de participer au 10% du commerce international. Les autres ne peuvent pas exporter.

Dans les pays développés, seulement les agriculteurs subventionnés et protégés peuvent cultiver avec des garanties car autrement ils ne pourraient pas concurrencer les coûts de production affichés dans les pays du Sud. Même dans les pays développés, l'exode rural se poursuit lentement mais constamment, et ce, malgré les politiques de protection. Dans les pays du Sud, il n'y a pas de protection, donc quand les agriculteurs sont face à la compétition internationale, ils ne peuvent rien faire, à part partir dans les plantations travailler comme salarié pour un salaire de misère.

Les finances internationales

Nous avons assisté depuis plusieurs années à des envolées périodiques des prix des aliments et à une forte variabilité interannuelle. C'est-à-dire, à une volatilité des prix qui a exacerbé les crises alimentaires. En effet, la volatilité des prix est gravement accentuée par la spéculation financière, laquelle rentre en jeu chaque fois qu'elle flaire une réduction des stocks à moins de 20% de leur capacité et que des mauvaises récoltes sont anticipées. Lorsque ces deux facteurs sont présents, les spéculateurs achètent des tonnes d'aliments en masse avec le seul but de tirer une marge de

profit à court terme. Même s'il n'y a pas de spéculation que s'il y a une envolée préalable des prix, la spéculation aggrave beaucoup la situation.

Pourquoi y a-t-il des envolées des prix en premier lieu ? Quand les prix sont bas, on n'investit pas et on n'augmente pas la production, donc on ne renfloue pas les stocks. De même, lorsqu'il y a une mauvaise récolte on ne renfloue pas les stocks. Cela a pour effet que la production ne suit pas l'augmentation de la consommation mondiale (1.3% en raison principalement des couches plus aisées de pays émergents). Tôt ou tard, les prix remonteront et si les stocks sont trop bas à ce moment et que l'on prévoit une mauvaise récolte, c'est l'orage parfait pour les spéculateurs.

Synthèse

Il y a d'abord une baisse incroyable des coûts de production. Cela pousse les paysans qui ne peuvent pas concurrencer à devoir réduire leurs investissements et donc leur production. Cela mène à son tour à une réduction des stocks lesquels s'accompagnent d'achats massifs. Alors les prix s'envolent et la spéculation arrive. Or, le jour où les spéculateurs qui ont acheté du blé dont ils n'ont pas besoin, ne peuvent plus vendre plus cher, ils vendent tout d'un coup et les prix chutent artificiellement jusqu'à redevenir stables le jour où les stocks sont reconstitués. Lorsque la bulle spéculative explose, les prix peuvent s'écrouler du jour au lendemain de manière dramatique.

De l'autre côté, nous assistons à une forte diminution des prix des matières premières, à une diminution des revenus des paysans, à une augmentation du chômage, de l'exode rural et des sans-terres, et à une réduction des salaires. Cela veut dire en gros, que ces trois milliards de personnes n'ont plus de pouvoir d'achat. Cependant, il y a une augmentation formidable des bénéficiaires dans le secteur du commerce et de la transformation alimentaires. Pour que ces bénéficiaires soient réinvestis, il faut des débouchés, une demande solvable, alors qu'il y a trois milliards de pauvres.

Cet excès d'épargne est destiné à la finance spéculative et aux produits financiers puisque l'économie productive réelle est limitée par un faible pouvoir d'achat dû aux bas salaires, et ceux-ci, liés à leur tour à un système qui exploite trop, qui réduit trop les coûts et qui maximise la marge de profits à l'extrême. La crise de la mondialisation vient de la crise des agriculteurs, des trois milliards de démunis. La mondialisation ne marche pas à cause du problème agricole et de la libéralisation de l'agriculture.

Solutions

Est-ce qu'on a les ressources pour doubler l'agriculture dans les prochains 50 ans alors qu'il y aura 10 milliards de personnes dans le monde ? Il ne suffit pas seulement d'augmenter la production de 30% pour satisfaire les besoins de ceux qui ne mangent pas assez aujourd'hui, mais des trois milliards de personnes en plus qui seront sur cette planète dans les décennies à venir. Il faut ajouter à cela le changement des habitudes alimentaires des classes moyennes et aisées des pays émergents (produits laitiers et viande) ainsi que les autres utilisations que l'on fait de l'agriculture, notamment pour produire des agro-carburants. Somme toute, il faudra multiplier la production mondiale par 3 ou par 4 pour contrecarrer ces tendances.

Premièrement, il y a 2,6 fois plus de terres disponibles pour l'agriculture qui pourraient être cultivées. Si on soustrait les forêts, on peut toujours multiplier la superficie arable de la planète par 1,7.



Deuxièmement, force est de constater qu'il sera plus facile d'augmenter la productivité dans les pays plus grands et où on utilise moins d'intrants car c'est là où se concentrent la majorité des pauvres et affamés. En général, plus un pays est petit et plus la densité de population est élevée, et plus la productivité est élevée.

D'autre part, les pays développés affichent déjà des taux de productivité monstrueux en comparaison avec les pays du Sud. Il sera donc plus facile de miser sur l'augmentation de productivité dans les pays du Sud. De plus, en raison des contraintes liées aux coûts des intrants (et ce, lié au prix croissant du pétrole prévu pour les prochaines décennies) et des contraintes environnementales, il ne sera pas facile d'augmenter la production dans les pays développés.

Malheureusement, augmenter la production dans les pays développés ne change rien à la queue du peloton des trois milliards de personnes qui ne peuvent pas acheter. Pire encore, plus on augmente les rendements dans les pays riches et plus on crée des pauvres à l'autre bout du monde.

Par conséquent, là où on peut progresser le plus c'est dans les pays du Sud. Il faut donc régler le problème de la pauvreté car sinon on arrivera au piège malthusien. L'antagonisme de la surconsommation et de la sous-consommation pourra mener à une guerre mondiale pour les ressources. Il faut donc une augmentation de 25% du rendement dans les pays du Sud et une augmenta-

tion de 2,2 fois la superficie des terres destinées à l'agriculture. Pour ce faire, on peut avoir recours aux OGM à condition que la recherche demeure sous contrôle public. Des améliorations importantes sont possibles dans l'irrigation de même que l'introduction de systèmes polyvalents de production végétale et animale écologique et intensive pour la fertilisation des micro-organismes.

Au bout du compte, la réduction des inégalités est une priorité mondiale. L'exploitation de trois milliards de personnes produit un excès d'épargne qui a mené à la spéculation non productive et aux privatisations.

Il faut que les prix permettent l'investissement dans les pays pauvres pour assurer les rendements marginaux, réinstaurer les tarifs douaniers, assurer le prix par tonne aux producteurs, développer un impôt foncier différencié, renforcer le marché commun entre les pays avec une productivité similaire et un tarif extérieur commun et développer des accords internationaux, par produit, entre exportateurs et importateurs. Le salaire devrait être fixé afin que le paysan qui cultive la zone la plus défavorable avec la moindre productivité puisse vivre bien.

Finalement, le piège malthusien peut ne pas être le problème plus important mais plutôt la vision de court terme du capitalisme alors qu'il aurait plus intérêt à favoriser la demande solvable et réduire la pauvreté des trois milliards de personnes.

Hausse des prix de l'alimentation et rationalisation des comptoirs d'aide alimentaire

par Adrian Profitos

Nous avons récemment rencontré le directeur général de Banques alimentaires Québec (BAQ), monsieur Zakary Rhissa. Il a partagé avec nous ses réflexions issues de son regard privilégié sur le milieu de l'aide alimentaire au Québec, et à Montréal en particulier. Deux autres articles complètent cet entretien avec M. Rhissa et seront publiés dans les prochaines parutions du bulletin. Suivez-les!

BAQ et sécurité alimentaire

M. Rhissa est un expert en sécurité alimentaire, un enjeu qui demeure méconnu ou mal compris dans notre société. En effet, ce concept de sécurité alimentaire est la plupart du temps associée à la salubrité alimentaire. Or, pour nous, les intervenants du communautaire, le concept de sécurité alimentaire implique la volonté d'améliorer, et même de changer, le système alimentaire dans son ensemble afin d'assurer à la population, et aux personnes appauvries en particulier, un accès à une nourriture saine, variée, nutritive et abordable.

Dans ce sens, *Banques alimentaires Québec* adhère à la définition officielle de la sécurité alimentaire, publiée par l'ONU : « La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. » Cependant, pour éviter toute confusion, nous préférons dorénavant parler de solidarité alimentaire, qui inclut la sécurité alimentaire, comme l'explique le premier article du présent bulletin *À table*.

Impact et limites

BAQ est un réseau regroupant toutes les *Moisson* (il y en a 18) répartis à travers le Québec. Grâce à la collecte de données faite auprès des 1064 membres affiliés, souvent des comptoirs de dons alimentaires, BAQ calcule que près de 1,8 million de demandes d'aide alimentaire sont comblées chaque mois. Ainsi, plusieurs millions de repas et de provisions passent à travers ce réseau de distribution de dons alimentaires.

Ces chiffres spectaculaires pourraient nous faire croire que BAQ réussit à combler les immenses besoins alimentaires des québécois. Or, il se trouve que 40% des comptoirs ont manqué d'apports en dons alimentaires cette année et qu'ils auraient donc pu fournir beaucoup plus d'aliments. En fait, on estime actuellement que seulement 50% des besoins de la population appauvrie est pris en charge.

La hausse des prix des aliments

Selon le directeur général de BAQ, cette situation s'explique par l'incidence que la hausse des prix des aliments a sur la capacité d'approvisionnement des organismes œuvrant en solidarité alimentaire. Ces groupes sont devenus vulnérables et assujettis aux fluctuations de notre système alimentaire.

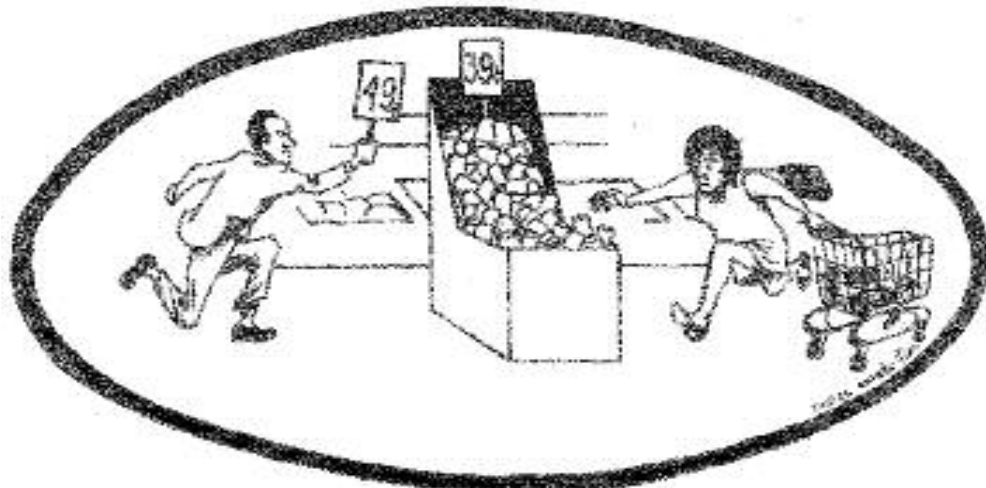
Les prix des aliments sont en hausse, ce qui provoque à son tour une hausse de la demande d'aide alimentaire, notamment de la part de la population dont les salaires sont trop bas ou stagnants. En même temps, les dons n'augmentent pas, et même, ils se réduisent et on ne

peut malheureusement pas répondre à toutes les demandes.

Les crises économiques, financières et alimentaires à l'échelle planétaire se ressentent jusque dans nos comptoirs de quartier. Depuis la crise économique de 2008 et la hausse constante des prix de l'alimentation, la demande en denrées provenant des groupes d'aide augmente chaque année (17% de hausse l'an dernier seulement). Parallèlement, les dons alimentaires plafonnent ou diminuent. On parle d'une baisse de 24% lors du plus récent exercice.

Les entreprises qui donnent à *Moisson* « rationalisent » leur activité philanthropique et finissent en fin de compte par la réduire pour faire face à cette même hausse de prix. Malgré leurs intentions, les comptoirs alimentaire sont contraints de suivre la tendance en se rationalisant aussi, afin de composer avec moins de dons.

En somme, la hausse des prix réduit la disponibilité des dons dans notre système de solidarité alimentaire de premier niveau; ce sont donc des centaines



de milliers des gens qui en subissent les conséquences immédiates, à Montréal et ailleurs.

L'appauvrissement général

Or, depuis la crise de 2008, la pauvreté ne cesse d'augmenter. M. Rhissa précise qu'il faut cesser d'imaginer qu'il n'y a que les itinérants qui ont faim : le concept plus large de personne pauvre doit absolument évoluer en 2014. Depuis cette crise, la faim gagne plusieurs secteurs de la population, même certains secteurs traditionnellement moins vulnérables. Ce n'est plus une histoire de travailleurs d'une part et d'assistés sociaux d'autre part : c'est l'appauvrissement général d'une grande partie de la population dans son ensemble.

Selon les chiffres de *BAQ*, un noyau de personnes dites « très précarisées » souffre de la faim de façon endémique au Québec. Approximativement 40% des personnes « en difficulté » fréquentent les comptoirs d'aide de manière ininterrompue pendant toute leur vie.

Alors que ce secteur de la population avait déjà recours aux comptoirs avant la crise de 2008, c'est au sein des autres 60% que se trouvent principalement les nouveaux pauvres. Dans ce groupe, il y a de nombreuses personnes qui n'arrivent plus à composer avec la hausse des prix de l'alimentation. De plus, parmi ce 60%, pas moins de 10% deviendront dépendant(e)s du réseau d'aide.

Un nombre croissant de personnes ont recours aux astuces d'« économie ali-

mentaire » comme seul moyen pressenti pour espérer manger à leur faim. Parmi celles-ci, il y a beaucoup de travailleurs pauvres, dont un nombre substantiel à Montréal. À titre d'exemple, sur les millions de demandes d'aide enregistrées annuellement par *BAQ*, 10% proviennent du groupe dit des « travailleurs pauvres ». La métropole compte près de 50% de citoyen(ne)s pouvant être considérés comme « précaires ».

5. Les défis

Notre système de solidarité alimentaire de première ligne, tel que structuré présentement, commence à manquer de pistes pour résoudre le problème. Il y a un peu plus de gens qui ont faim chaque jour et ces personnes cherchent naturellement les moyens pour y échapper. Ce qui engendre une pression considérable sur les groupes d'aide. Les organismes n'ont pas davantage de ressources devant cet appauvrissement de masse et près de la moitié d'entre eux disent manquer de soutien. En fait, les travailleurs mêmes de ces organisations sont la plupart du temps également pauvres. De plus, les mesures d'austérité imposées par l'État complique encore plus la situation. Il y a là un besoin criant de solutions.

Or, on s'attarde bien peu à cet angle de l'appauvrissement des travailleurs dits ordinaires et c'est pratiquement un tabou parmi les groupes d'aide. Pourtant, c'est de deux millions de Canadiens et de centaines de milliers de Québécois dont il est question, et un large pourcentage des individus touchés par cette réalité se retrouve ici même, à Montréal.

Les comptoirs vivent aux côtés de la population en crise et ce n'est pas toujours facile d'être à la fois efficace sur le terrain et de répondre simultanément à l'angoisse des gens. Faute de moyens pour pallier à tous ces défis, plusieurs groupes sont tentés par divers programmes de développement social en vogue dans la métropole auprès de certains bailleurs de fonds desquels nos groupes dépendent en partie.

La raison d'être de ces programmes est de « soutenir » le changement des personnes et de leur communauté et non plus de leur venir en aide par le don alimentaire. Aider les gens à travers le don alimentaire devient donc difficile et peu mobilisateur. La tâche s'avère ingrate et de moins en moins soutenue par ces instances. À Montréal par exemple, on voit que des comptoirs alimentaires changent tout simplement de vocation. Malheureusement, il y a peu de ressources pour prendre le relais et un bon nombre de personnes en souffrent directement.

6. Les solutions ?

La hausse des prix des aliments nous fait prendre conscience que les groupes d'aide alimentaire interviennent directement là où se trouvent les limites du commerce alimentaire. Ce secteur a connu en moyenne des hausses des prix d'environ 7% entre 2008 et 2010, et une hausse de plus de 5% est prévue pour cette année. Il faut donc garantir au plus vite un accès aux denrées à la frange de la population qui n'a plus les moyens financiers pour se nourrir convenablement.

Pour le moment, c'est le réseau des comptoirs alimentaires qui fait la job. Sans ce réseau de lutte contre la faim au Québec, des légions de personnes ne mangeraient presque pas et on se précipiterait tout droit vers une crise sociale de grande ampleur. Par contre, et c'est un secret de polichinelle, ces derniers auront peine à assurer un certain seuil s'il y a absence de changements probants.

Le réseau des comptoirs ne peut absorber la crise à lui seul et doit être inclus dans cette grande et nécessaire réflexion sociale sur l'accès à l'alimentation.



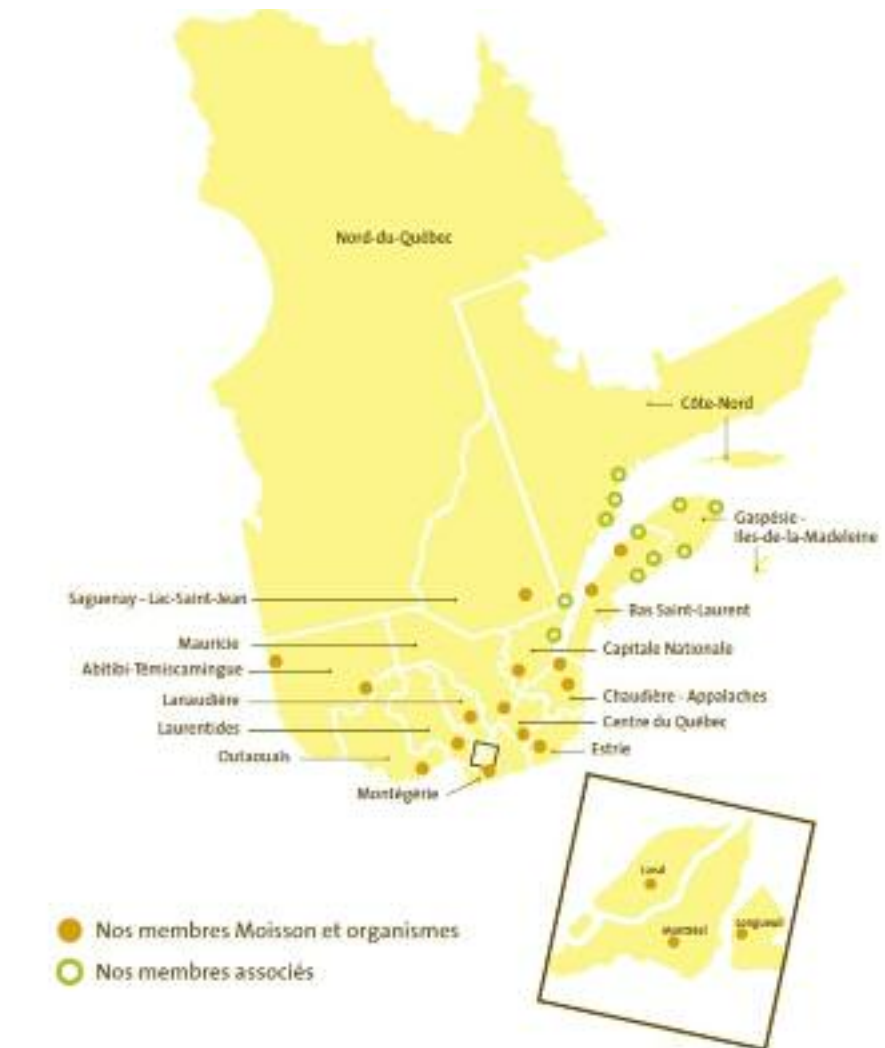
Il faut donc parler de système de solidarité alimentaire au Québec dans un esprit plus large que par le passé. Il faut, par exemple, se demander pourquoi l'aide alimentaire est une juridiction fédérale au Canada, pourquoi les provinces et les municipalités ne l'associent pas aux mesures existantes de développement social et pourquoi il s'agit d'un secteur considéré distinct de l'aide aux plus pauvres.

Dans ce contexte, le réseau de *BAQ* fait partie intégrante de la solution. Pour chaque dollar de don en provenance du circuit commercial, *BAQ* le multiplie par dix sous la forme de ressources humaines et de matériel. Mais il n'y a pas de miracle, le réseau a ses limites et cette réussite dépend du travail de beaucoup de gens. Or, si les dons chutent, le réseau d'aide alimentaire est condamné à la stagnation.

En tant que groupe d'aide, c'est le principe de rationalisation des dons faits aux comptoirs qui nous préoccupe avant tout. Or, le problème de fond réside dans le fait que le réseau d'aide alimentaire est exclu de la question globale de l'accès à l'alimentation. Et comme mentionné plus haut, la crise que traverse l'ensemble du système alimentaire québécois exerce plusieurs conséquences néfastes sur notre secteur.

L'épuisement de nos organisations se fait sentir. Il faut donc rationaliser nos efforts par plusieurs méthodes pour survivre à la crise. Les comptoirs ne cessent d'innover en ce sens. Cependant, si la pression devient trop forte, il y a un risque que les groupes s'écartent de l'objectif primaire d'aide aux plus pauvres d'entre nous ou encore qu'ils l'abandonnent complètement.

Pour *Banques Alimentaires Québec*, la solution à la hausse et à la crise qui l'accompagne ne se résume pas uniquement par la collecte de nourriture pour aider les gens. Il faut rappeler que les diverses antennes de *Moisson*, ainsi que leurs affilié(e)s, ne constituent qu'une réponse d'aide immédiate et non une solution durable ou structurelle aux problèmes de la faim dans la province.



Redistribution des denrées en fonction des besoins/régions

De nouvelles idées sont nécessaires pour sortir de cette impasse, et d'ailleurs *Banques alimentaires Québec* en propose plusieurs; l'innovation en matière de collecte de dons et au niveau de la sollicitation en est une. Dans un registre différent, la sensibilisation des ministres et la réorganisation du réseau de comptoirs d'aide alimentaire en illustrent une autre.

L'essentiel est surtout d'éviter l'épuisement collectif. Collectivement, nous constituons un réseau de distribution qui compte plus d'un millier d'acteurs en alimentation, doté d'une force de travail de plus de 20 000 personnes. Nous pouvons certainement exercer un poids appréciable auprès du projet de solution sociale contre la faim.

Bien sûr, il faut cesser d'être en marge du débat comme c'est trop souvent le cas en ce moment : affirmons-le claire-

ment, nous ne faisons pas que de l'aide aux pauvres. Nous sommes un des regroupements d'accès à l'alimentation les plus dynamiques de la province. Soyons fier(e)s de notre travail.

Pour le moment, *BAQ* construit les bases pour la mobilisation des partenaires, notamment en se joignant aux autres grands réseaux de solidarité alimentaire regroupés dans *Faim et développement social du Québec*. Il est impératif de concrétiser un esprit d'agir avant de passer à l'étape ultérieure. Avant tout, il ne faut plus avoir «honte» d'être un comptoir d'aide alimentaire ou fléchir face aux limites perçues du milieu. *BAQ* et les nombreux groupes d'aide qui lui sont liés offrent une composante incontournable d'une solidarité alimentaire repensée et réorientée, et il nous est indispensable de faire reconnaître l'aide alimentaire comme l'une de ses composantes.

Des nouvelles de Faim et développement social du Québec

par Jean-Paul Faniel

Le 15 novembre 2013, *Faim et développement social du Québec (FDSQ)* tenait son Assemblée générale de fondation. Dix-sept groupes (17) membres étaient représentés et cinq groupes observateurs s'étaient ajoutés en tout trente-deux personnes étaient présentes.

En plus des éléments de routine d'une AGA régulière (rapport d'activités, rapport financier, élection des administrateurs, etc) l'assemblée a approuvé un plan d'action très étoffé qui était présenté par Jean-Paul Faniel, le nouveau président de *FDSQ*.

Ce plan d'action se divise en six chantiers principaux :

- 1) soutenir les organismes membres par la diffusion d'un bulletin d'information sur des pratiques intéressantes en solidarité alimentaire et par une plate forme Web,
- 2) répondre aux besoins de formation des membres et aider les membres à rechercher les fonds requis,
- 3) collaborer aux recherches universitaires sur la solidarité alimentaire et de diffuser la documentation qui en résulte,
- 4) élaborer avec les membres une politique globale de l'alimentation et en faire la promotion auprès des instances gouvernementales pour établir une politique nationale en la matière,
- 5) assurer une représentation politique en vue d'influencer les programmes gouvernementaux en sécurité alimentaire et d'augmenter le financement des organisations,
- 6) enfin, représenter les membres auprès des autres instances financières pour tenter d'influencer leurs programmes de financement.

Le nouveau conseil d'administration de *Faim et développement social du Québec* est formé des membres suivants : Jean-Paul Faniel, président, de la *Table de concertation sur la faim et le*

développement social du Montréal Métropolitain, Zakary Rhissa, de *Banques alimentaires du Québec*, Robert Beauparlant du *Centre communautaire bénévole Matawinie*, Martine Carrière des *Ateliers cinq épices*, région de Montréal, Sylvie Brodeur de la *Table en sécurité alimentaire du Haut-Richelieu*, région de la Montérégie, Diane Nadeau du *Groupe populaire d'Entrelacs*, région de Lanaudière.

Un cadre de financement en SA

Faim et développement social du Québec (FDSQ) a également établi dans son plan d'action l'élaboration d'un cadre de financement permettant aux membres et à leurs commettants de se doter de profils types de financement répondant aux besoins spécifiques des différentes formes d'intervention propres aux organismes en solidarité et en sécurité alimentaire. Ce plan d'action a aussi été adopté à cette AGA.

Cependant, dans le contexte actuel où l'échéancier des programmes gouvernementaux nous bouscule et compte-tenu des ententes de financement plancher intervenues entre la *Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles*, la *Coalition des tables régionales d'organismes communautaires* et le gouvernement du Québec, *FDSQ* vous propose de vous référer dans un premier temps à ces ententes de financement plancher pour produire et soumettre dans les plus brefs

délais votre demande de financement au *PSOC* ou au *SACAIS* tout en y ajoutant les éléments budgétaires qui vous sont spécifiques. L'important est de faire connaître à ces instances gouvernementales l'entièreté de vos besoins.

Par ailleurs, nous conservons notre objectif de développer un cadre de financement plancher spécifique aux regroupements et organismes en solidarité et en sécurité alimentaire qui tiendrait compte des différentes formes d'intervention.

Ainsi, par exemple, pour développer et maintenir un groupe d'achats, il faut minimalement compter sur x nombre de personnels permanents, sur tels matériels précis (x nombre de bacs de conservation, un congélateur de telles dimensions, etc) sur un local comportant telle dimension, etc. Pour un comptoir alimentaire, il est nécessaire de compter sur x permanents, tel matériel (réfrigérateur, congélateur, etc). Il en va de même pour une cuisine collective, une épicerie communautaire, un groupe fournisseur de dîners pour écoliers, etc.

À cet effet, *FDSQ* enverra dans un prochain envoi un formulaire à remplir où vous inscrirez les éléments qui vous apparaissent nécessaires au bon fonctionnement de vos diverses interventions. Fort de ces renseignements, *FDSQ* sera ainsi en mesure de structurer et de faire parvenir aux bailleurs de fonds une demande globale bien documentée pour un financement plancher qui nous soit propre, demande à laquelle vous pourrez toujours ajouter d'autres éléments budgétaires liées à votre réalité spécifique (distance en région, population plus dense ou diversifiée en milieu urbain)

Espérant que ces informations vous seront utiles à court et moyen terme, nous demeurons vigilants et vous informons de tout élément lié à ce sujet déterminant pour la survie et le développement de nos missions.



Offre de service de formation

La *Table* soutient depuis de très nombreuses années les efforts des organismes concernés par la sécurité alimentaire et la saine alimentation en développant différents programmes de formation et d'accompagnement adaptés aux besoins et aux démarches spécifiques des groupes de première ligne et des concertations locales et régionales. De nombreux groupes communautaires et concertations font appel à la *Table* pour qu'à partir de l'expertise cumulée de ses différents groupes membres, elle les accompagne et les soutienne dans leur démarche de réflexion collective pour améliorer leurs interventions dans une perspective de développement des personnes et de leurs milieux.

La *Table* offre ainsi aux groupes et concertations intéressés trois types de formation

- une formation de base approfondissant l'un ou l'autre de ces points:
 - Pour les organismes et les concertations
 - les processus d'appauvrissement et la mise en place de processus favorisant la résilience des gens
 - les passages permettant un parcours de l'aide alimentaire à la saine alimentation
 - la solidarité alimentaire et les différentes formes d'aide et d'entraide alimentaire les plus prometteuses dans une perspective de développement des personnes
 - Pour les concertations locales et régionales
 - les objectifs communs à se donner dans une concertation en solidarité et en sécurité alimentaire
 - les perspectives nouvelles qu'apporte une vision de développement social d'un milieu

- une formation plus élaborée sur des préoccupations précises comme :
 - Pour les organismes de base et les concertations :
 - le don alimentaire, ses effets positifs et négatifs et l'approche pour en minimiser les impacts négatifs
 - comment passer de l'aide alimentaire à la solidarité alimentaire et à la souveraineté alimentaire ?
 - les quatre niveaux de conscience sociale et les interventions favorisant l'élévation de cette conscience
 - la pédagogie du changement ou comment tenir compte de la résistance normale au changement

Pour les concertations locales et régionales

- l'élaboration en solidarité alimentaire d'un plan local ou régional de développement des personnes et de leur milieu.

La Table a un nouveau site Internet

Après plusieurs mois d'attente et de problèmes techniques indépendant de notre contrôle et volonté, la *Table* redisse finalement d'un nouveau site Internet ! Voici notre nouvelle adresse :

<http://faim-developpement.ca>

Vous pouvez d'ores-et-déjà consulter les nouvelles et rester à l'affût des activités, des événements et des formations proposés par la *Table*.

Le site présente également une section « Dossiers » où l'on retrouve des arti-

cles liés aux thèmes de l'agroalimentaire, de la nutrition et des politiques alimentaires... D'autres sujets seront ajoutés bientôt.

Dans la section « Publications » se retrouvent les archives et tous les Documents, Mémoires, Cahiers et Bulletins produits par la *Table* au cours des années. Il s'agit d'une partie de l'histoire de la *Table* et nous sommes bien heureux d'avoir pu récupérer toutes ces données informatiques !

Veillez noter cependant que certaines sections demeurent en construction et doivent être réaménagées ou mises à jour, comme notamment le Blog et les Programmes.

Nous voulons aussi améliorer le design de la page d'accueil afin qu'elle soit plus attirante et sophistiquée. On va s'y mettre bientôt ! En passant, une section qui demeure très importante pour notre mission est « Nous soutenir » et « Devenir membre ».

Formule d'adhésion à la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain

Pour être membre de la *Table*, participer à ses activités régulières, recevoir les documents d'information et les bulletins *À table* et bénéficier des services de la *Table*, il suffit à chaque organisme intéressé de nous présenter sa demande d'adhésion accompagnée d'une résolution de ses instances décisionnelles à cet effet indiquant qu'il adhère au cadre de référence "*Pistes pour une politique de sécurité alimentaire communautaire*", d'être approuvé par le CA de la *Table*, de participer à une rencontre d'accueil et de s'acquitter de sa cotisation annuelle de 50\$. Libellez votre chèque au nom inscrit en titre et envoyez-le au 8605, rue Berri, 3e étage, Montréal, H2P 2G5.

Nom de l'organisme _____

Nom du (de la) représentant(e) _____

Date _____

Adresse _____

Ville _____

Code postal _____

Téléphone _____

télécopieur _____

Courriel _____